

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/GEAB-no-95UE-UK-US-Union-dislocation-reinvention-la-grande-transformation-systemique-de-l-Occident>

GEAB n° 95UE/UK/US - Union, dislocation, réinvention : la grande transformation système de l'Occident

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -
Date de mise en ligne : dimanche 17 mai 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés



Pour le quatrième mois consécutif, assorti de toutes les précautions d'usage, notre équipe continue de penser que le pic de la crise est désormais derrière nous. Entre cinq minutes avant ce pic et cinq minutes après, il est évident que les deux photos peuvent être identiques, en revanche le film n'a rien à voir... C'est que la perspective est radicalement différente. Le randonneur en montagne le sait : après le passage du col, la descente semble a priori plus facile que la montée (direction clarifiée, gravité alliée, réconfort en vue...). Mais attention quand même, avant de retrouver la route bitumée, les obstacles et risques de chute sont encore bien présents, peut-être même aggravés par le sentiment de facilité associé à la fatigue de la montée.

Cette impression de fin de randonnée est exactement ce que ressent notre équipe depuis quatre mois déjà. Certains de nos lecteurs s'étonnent de nous voir chausser des lunettes roses. Les lunettes sont-elles roses ou bien est-ce le coucher de soleil de cette crise qui s'annonce ?

Depuis 2006, le GEAB a entrepris d'analyser et d'anticiper les différentes étapes de ce que le coordinateur de notre équipe, Franck Biancheri, a décidé d'appeler la « crise systémique globale », que l'on peut résumer à une gigantesque transition entre deux systèmes globaux : le monde unipolaire occidental-centré, d'une part ; le monde multipolaire, d'autre part, dans lequel nous sommes désormais entrés et que plus personne n'est en mesure de nier - même si certains posent l'hypothèse d'une néo-unipolarité, cette fois sino-centrée, en gestation [\[1\]](#).

Cette gigantesque mutation globale a été permise et s'est accompagnée d'une autre transformation systémique majeure liée à la « révolution » Internet, qui a provoqué une réorganisation, ou plutôt une « organicisation » [\[2\]](#), profonde et totale de toute la structure sociale et des modes d'organisation et d'activité au niveau mondial.

Comme GEAB l'a écrit il y a bien longtemps, le système mondial qui s'effondre sous nos yeux était vieux de 500 ans. Il était né des grandes découvertes de la Renaissance qui ont donné un avantage de cinq siècles à l'Europe, puis à ses avatars russe et américain, au détriment de grandes civilisations préexistantes comme la Chine ou l'Iran. Ce monde occidental-centré n'existe aujourd'hui plus, et c'est l'Occident lui-même qui a enclenché cette transition en inventant la colonisation, puis la décolonisation, puis la culpabilité post-coloniale, puis la coopération, puis les processus d'intégration régionale, puis la globalisation, puis Internet... L'Occident a créé/voulu d'une certaine manière cette multipolarisation qui n'a donc pas de raison de faire si peur à certains. Il est temps d'assumer les conséquences de nos politiques et de nos discours et d'accepter de partager la planète.

Et c'est ce qui est en passe d'arriver. La meilleure preuve est actuellement fournie par Obama qui, après être apparu instrumental dans les escalades de tensions euro-russes l'an dernier, s'est transformé cette année en véritable artisan de la paix au Moyen-Orient avec ce revirement stratégique à 180° vis-à-vis de l'Iran. Sans oublier les tentatives récentes de renouer un dialogue constructif entre Kerry et Lavrov, tentatives qui, malgré leur non-aboutissement au moindre progrès bien entendu à ce stade, ont le mérite d'exister.

Le col de la montagne de la crise systémique globale est bien derrière nous, même si des glissades sont encore

devant nous, glissades qui peuvent être douloureuses, mais qui ne feront que nous rapprocher elles aussi de la plaine en vue, glissades qu'il nous appartient encore de continuer à tenter d'anticiper.

Dans ce numéro de GEAB, notre équipe a choisi de se concentrer sur les caractéristiques de la réorganisation désormais en cours de trois acteurs du monde occidental : l'Union Européenne, le Royaume-Uni et les États-Unis, trois « unions » politiques qui doivent impérativement se réinventer pour devenir compatibles avec le monde multipolaire. Or, notre équipe estime que ce processus de réinvention est désormais en cours, entraînant enfin l'Occident sur la voie de son indispensable transformation systémique.

Les sous-parties de l'article :

- **1. Europe : retour à la méthode communautaire**
- **2. Royaume-DésUni : la fin du Royaume-Uni tel qu'on l'a connu... et sa réinvention**
- **3. 2015-2016 : d'ici la fin de son mandat, Barack Obama entreprend de mériter son prix Nobel de la paix.**

Notre équipe a choisi de rendre public la partie intitulée : « Europe : retour à la méthode communautaire ».

Europe : retour à la méthode communautaire

Comme nous l'avons déjà expliqué, depuis le traité de Maastricht en 1992 l'Union Européenne a cédé à la tentation de dupliquer à son niveau tous les outils de l'État-nation. La méthode communautaire inventée par les pères fondateurs fut pourtant une vraie innovation politique dont les principes de structure plate coordonnant la diversité du continent ont été oubliés par plusieurs générations de politiques et technocrates sans imagination : incapables de concevoir autre chose qu'une super-structure étatique, incapables de la démocratiser, incapables de l'imposer... L'UE n'a réussi qu'à générer des résistances nationales et à se donner aux intérêts les plus puissants, intérêts que personne n'a souhaité voir devenir l'intérêt collectif européen pour lequel l'appareil institutionnel européen avait pourtant été créé.

La démocratisation avance

La double ère Barroso a poussé à ses dernières limites cette logique, aboutissant au désaveu citoyen exprimé dans d'innombrables voix euro-sceptiques et euro-critiques, dont aucune n'est pourtant anti-européenne. Ni Tsipras, ni Orban, ni même Le Pen n'envisagent désormais de sortir de l'UE. En revanche, tous la veulent à leur idée : partageant les richesses pour le premier, connectée à la Russie pour le second, traitant les questions migratoires pour la troisième, etc. Finalement, c'est bien la démocratie européenne qui commence à se mettre en place, dont la première condition est l'émergence d'un débat public européen désormais audible. Une citoyenneté européenne voit le jour.

De la pyramide aux réseaux

Côté système politico-institutionnel, Juncker nous a envoyé ce mois-ci un signal fort sur les bases conceptuelles de sa vision organisationnelle de l'Europe. En lançant son projet de « Réseau sécuritaire » [3] qui vient remplacer l'ancienne idée d'Agence européenne de renseignement, il donne le ton : le niveau européen cesse de vouloir se substituer aux États-membres pour devenir le chef d'orchestre d'un concert des nations européennes mises en musique. L'UE prend le parti de devenir l'instance de coordination des outils de souveraineté de ses membres, souverainetés nationales à la fois réaffirmées, mais qui ne s'épanouiront qu'à travers leurs combinaisons et de leur coopération. Retour au principe du « *e pluribus unum* » originel.

Relation transatlantique : le fil sécuritaire en moins

Bien sûr, on peut regretter que le premier terrain d'application de cette « méthode communautaire réinventée » soit la sécurité. Et en même temps... Il faut bien partir des thèmes où l'intérêt des États à coopérer est le plus impérieux. Quant à savoir pourquoi cet intérêt est si impérieux, il est probable que, outre l'évident objectif de gestion des menaces transfrontalières terroristes, il soit devenu urgent pour l'UE de se dégager du système pré-existant en ce domaine, à savoir le système germano-américain révélé actuellement par les attaques contre Merkel [4].

Cette tentative d'émancipation couve depuis longtemps désormais. Nous avons suivi attentivement les accusations de la NSA par Merkel concernant des écoutes inacceptables [5], puis nous avons vu la justice allemande conclure qu'il n'y avait pas de preuve de ces écoutes [6], avant que l'affaire ne ressorte sous un jour tout à fait nouveau via ces accusations contre Merkel, cette fois, de coopération inconstitutionnelle entre la NSA et le BND. En réalité, depuis le 11 septembre, les Américains ont convaincu les Européens des risques pesant chez eux et que, en l'absence d'une Europe du renseignement, ils n'avaient d'autre recours que de coopérer avec les services étasuniens via l'Allemagne qui, en matière de sécurité et de défense, est une mini-US sur le continent européen [7].

La simultanéité de tout ceci avec le jugement retentissant des écoutes de la NSA aux États-Unis, où la justice américaine a réussi ce coup de force de juger illégales les écoutes de la NSA et à condamner cette agence [8], ne saurait être un hasard. L'ancien système de renseignement transatlantique, et un point majeur de la tutelle américaine sur l'Europe, est en train de disparaître. Reste l'Otan... qui a exactement les mêmes caractéristiques : en l'absence d'une Europe de la défense, l'Otan protège l'Europe.

Unité réaffirmée

Ce dernier point nous amène à cette absence des leaders européens aux commémorations de la victoire contre le nazisme organisées par la Russie [9], absence dont les Européens doivent être conscients qu'elle envoie un signal épouvantable au reste du monde : l'Europe s'est rangée du côté du nazisme... C'est vraiment ainsi qu'il faut savoir que le reste du monde a lu l'absence des dirigeants européens aux côtés des puissances émergentes... et de l'Onu. En effet, Ban Ki Moon était à Moscou, de même qu'il est du côté de l'Iran dans la guerre civile au Yémen. Cela dit, les « lunettes roses » de notre équipe lui permettent de déceler dans cette attitude européenne de bonnes raisons aussi.

Le fait est que la crise ukrainienne, de même qu'elle a mis à mal l'intégrité de l'Ukraine, menace celle de l'UE. D'aucuns estiment que la dislocation de l'UE, et notamment de son flanc oriental [10], est désormais inéluctable. Il est donc actuellement de première importance de réaffirmer l'unité et la solidarité européennes. L'absence de TOUTE l'UE aux célébrations russes, y compris celle notoire de plusieurs pays qui avaient commencé par accepter l'invitation, telles la Grèce, la République Tchèque, Chypre, la Hongrie et la Slovaquie [11], indique qu'il y a eu négociation autour de ce besoin de marquer l'unité. Mais nous anticipons que cette concession faite aux pays baltes et à la Pologne responsabilise ces quatre pays et ne sera pas sans contreparties. Or, pour une coordination européenne de la défense, la Pologne est instrumentale... les Baltes aussi, d'une certaine manière.

Grèce : modernisation en cours

Quelques mots également sur la Grèce qui, comme anticipé, trouve encore l'argent nécessaire au remboursement des intérêts dûs au FMI [12]. Au cours des quatre dernières semaines, notre équipe a surtout remarqué la ponction des liquidités des municipalités grecques par Athènes [13]. Là où les médias ont vu une Grèce aux abois, nous voyons un Tsipras qui, jouant des pressions européennes, en profite pour affaiblir les caciques locaux - pour l'essentiel membres des deux partis institutionnels qui, pris dans un système clientéliste, interdisent toute modernisation de l'appareil d'État grec - et centralise les outils de la réforme de son pays : argent et pouvoir. La modernisation du système politico-institutionnel grec, priorité pour l'Europe du XXIe siècle, avance vite...

Frontières de l'UE atteintes

Sur le plan de sa délimitation, l'UE enfin se pose. Dès le début de son mandat, Juncker a prévenu que l'élargissement allait connaître une pause : réduction de la DG Élargissement, moratoire de cinq ans sur tout nouvel élargissement... Aujourd'hui, même les accords de libre-échange perdent en ambition [14]. Il faut dire que, d'une part, les citoyens européens sont plutôt contre la logique d'élargissement sans limite, élargissement dont tout le monde sait depuis longtemps qu'il empêche le tant attendu approfondissement politique, désormais prioritaire, de l'UE ; et d'autre part, l'essentiel des élargissements/accords de libre-échange ciblent les pays de la CEI/Union eurasiatique (Moldavie, Georgie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Ukraine...) dans lesquels les populations sont loin d'être entièrement favorables à l'intégration européenne (les Ukrainiens nous le disent haut et fort) et qui nécessitent, bien sûr, une entente préalable avec la Russie. Un chemin bien mal emprunté.

Avec l'Ukraine, l'UE non-idéologique a compris qu'elle avait rencontré ses limites géographiques. Il est dommage qu'elle n'ait pas su les voir elle-même et que ce soient ses voisins qui aient été obligés de lui rappeler qu'une entité politico-institutionnelle qui ne se donne pas de frontières prend inévitablement les caractéristiques d'un empire.

Le temps est donc venu de s'entendre avec nos voisins sur les règles de mitoyenneté : reconstruire une relation transatlantique d'égal à égal hors de tous liens de servitude, construire un partenariat UE-Union Eurasiatique prenant acte du projet d'intégration régionale russe, coopérer à la mise en place de l'Union du Maghreb Arabe en contribuant à la résolution du litige lié au Sahara Occidental entre Maroc et Algérie [15], etc. L'Europe doit construire ses relations de voisinage, non plus sur la logique du fort au faible, mais sur celle d'égal à égal. Et notre équipe se réjouit de lire ici et là que l'UE parle désormais de négociations menées en trilatérale avec les pays de la CEI [16], où « trilatérale » veut dire EU-Russie-pays concerné, seule et unique solution à la résolution notamment de la guerre civile ukrainienne, comme l'explique par exemple la présidente de LEAP dans une lettre adressée à une association d'étudiants ukrainiens [17]...

Abonnez-vous pour lire la suite

[GEAB n° 95](#), 15 mai 2015.

*** Geab est un Laboratoire d'Anticipation Politique**

Le Laboratoire européen d'Anticipation Politique (LEAP) est un think-tank européen indépendant qui consacre son activité d'anticipation à deux thèmes essentiellement :

-* **la gouvernance européenne** (Projet Euroland Gouvernance 2020)

-* **les relations de l'Europe avec le reste du monde** (Projet Euro-BRICS)

Dans le cadre de ses travaux, LEAP organise séminaires et rencontres, publie rapports et analyses ainsi qu'un bulletin mensuel sur la « crise systémique globale » (GEAB), fonctionnant sur la base d'un réseau d'organisations

partenaires et de collaborateurs individuels. LEAP fonde ses travaux sur une méthode originale, développée par son regretté directeur des Etudes Franck Biancheri : la méthode d'anticipation politique. LEAP est lié à Europe 2020 dont il a la charge de préserver les contenus.

L'équipe

Marie-Hélène Caillol, Présidente **Harald Greib**, Vice-Président **Sylvain Périfel**, Coordinateur Global Europe
Anticipation Bulletin **Geta Grama-Moldovan**, Responsable communication **Taco Dankers**, Responsable technique
Valérie Thibault, Assistante communication **Annemarie van Straaten**, Assistante communication

En collaboration avec notre équipe européenne, nous recueillons, analysons et interprétons l'actualité, les tendances et les évolutions globales.

Contact : info@leap2020.eu / geab@leap2020.eu

[El Correo](#). Paris, le 17 mai 2015.

[1] Une hypothèse à laquelle notre équipe a tendance à ne pas croire : les premières réactions anti-chinoises sont parfaitement prises en compte par les Chinois, l'émergence de l'Inde comme prochaine super-puissance démographique vouée à dépasser en taille la Chine à l'horizon 2025, tout cela nous donne l'indication que la multipolarité a de l'avenir.

[2] Mot composé sur la base de l'adjectif « organique » qui correspond aux caractéristiques des structures sociales permises par Internet notamment, connectant directement les cellules au tout.

[3] [EUObserver](#), 12/05/2015.<

[4] Source : [The Guardian](#), 07/05/2015.

[5] Sources : [The Guardian](#), 24/10/2013. [The Guardian](#), 17/12/2013.

[6] Source : [Vox](#), 12/12/2014.

[7] N'oublions pas que l'Allemagne seule, avec 38 491 militaires nord-américains sur son territoire, accueille près de 25 % des forces US dans le monde (hors US), soit 160 000 personnes (source : [Wikipedia](#)) ! Ce chiffre permet de comprendre la difficulté pour une Merkel ou pour tout autre chef de l'exécutif allemand à imposer ses vues si celles-ci ne concordent pas avec celles de l'« allié » américain. On voit au passage à quel point l'Allemagne a besoin du reste de l'Europe pour mettre fin à sa mise sous tutelle. Seule, elle en serait parfaitement incapable.

[8] Source : [CNN](#), 07/05/2015.

[9] Source : [The Hindu](#), 09/05/2015.

[10] Nous avons d'ailleurs nous-même anticipé ce risque dès le début de la crise ukrainienne : à une époque où tous les médias occidentaux misaient au contraire sur des pays de l'Est violemment anti-Russes, entraînant l'Europe occidentale dans cette dynamique, nous anticipions une division de l'Europe orientale entre anti-Russes et non anti-Russes.

[11] Source : [Der Spiegel](#), 10/04/2015.

[12] Source : [The Guardian](#), 11/05/2015.

[13] Source : [Ekathimerini](#), 25/04/2015.

[14] Source : [EUObserver](#), 13/05/2015.

[15] Source : [Le Maghreb](#), 04/01/2014.

[16] Source : [Euractiv](#), 15/04/2015. Nous rappelons que cette configuration trilatérale des négociations, demandée par le Parlement ukrainien en Novembre 2013 pour cause de « sécurité nationale », avait été rejetée par la Commission Barroso, un rejet dont nous estimons qu'il porte une très large responsabilité dans les plus de 6 000 morts ukrainiens.

[17] Source : [AAFB](#), 24/04/2015.